



COMMISSION NATIONALE
DES ACCIDENTS MEDICAUX

Paris, le 2 juin 2020

Recommandations relatives à la tenue des séances des commissions de conciliation
et d'indemnisation dans le contexte de pandémie actuel.

La reprise d'activité des commissions de conciliation et d'indemnisation (CCI) est envisagée à la faveur de la levée partielle des mesures imposées par l'état d'urgence sanitaire (phase 2).

Le contexte épidémique et les mesures sanitaires en vigueur (distanciation physique, limitation du nombre des participants à une réunion publique à 10...) imposent aux présidents de CCI de concevoir des assouplissements et aménagements à l'organisation habituelle des séances dont les modalités sont définies à l'article R 1142-10 du CSP.

A cette fin, ils peuvent obtenir le soutien technique et les moyens financiers nécessaires à cette organisation conjoncturelle de la part de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux (ONIAM), ainsi que prévu à l'article L 1142-6 al 3 du CSP.

La commission nationale des accidents médicaux (CNAMed) a notamment pour mission de formuler des recommandations de nature à favoriser une application homogène du dispositif d'indemnisation amiable institué par la loi du 4 mars 2002. Entrent dans ces prévisions, l'examen du fonctionnement des CCI et les modalités d'accès pour les demandeurs (art L 1142-10 et R 1142-38 du CSP).

Dans ce contexte particulier, la CNAMed rappelle que les modalités d'organisation envisagées par les présidents doivent préserver les principes fondamentaux gouvernant le dispositif amiable défini par la loi précitée, au premier rang desquels le contradictoire et l'égalité de traitement des parties.

Elle observe que le recours à des réunions à distance (audioconférence ou vidéoconférence) peut constituer un obstacle à ces principes, dès lors qu'il favorise les parties accoutumées aux nouvelles technologies de communication.

L'organisation de séance selon ce seul procédé doit donc être limitée aux situations justifiant son utilisation.

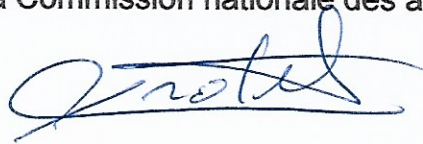
Avec le soutien logistique de l'ONIAM, s'il y a lieu, le choix d'un dispositif mixte permettant simultanément une réunion en présentiel (limité à 10 personnes) et à distance pour les autres participants, paraît devoir être privilégié au regard des principes rappelés ci-dessus.

Dans l'une ou l'autre des options mise en œuvre, l'accord préalable des parties doit être sollicité et vérifié.

La CNAMed recommande en conséquence, dans l'organisation et la tenue des séances des CCI, en période d'état d'urgence sanitaire :

- de recueillir préalablement l'accord formel des parties à la formule d'organisation proposée.
- de veiller au respect des mesures sanitaires en vigueur (réunions publiques limitées à 10 personnes, distanciation physique, masques...).
- de s'assurer que le dispositif retenu garantit suffisamment l'égalité d'accès des parties aux débats que permet la séance de la CCI.

Le Président de la Commission nationale des accidents médicaux



Jean TROTEL